

INVITATION  
de la  
Fondation



# Une Israélienne Une Palestinienne témoignent

Mardi 6 février 2018 à 18h 30  
UNI Dufour, rue du Général-Dufour 24, Genève.

Ouverture

**Sandrine Salerno**, Vice-présidente du Conseil administratif de Genève

**Miri Ben-Rafael et Marian Saadeh** appartiennent au Cercle des familles endeuillées, une association israélo-palestinienne créée en 1995, regroupant 600 familles ayant perdu un être proche au cours du conflit et pour qui « le dialogue est l'unique chemin vers la paix ».

**Ofer Bronchtein**, Président du Forum International pour la Paix

**Riccardo Bocco**, Professeur à l'IHEID, Genève

Modératrice

**Laurence Bézaguet**, journaliste à la Tribune de Genève

**Entrée libre**

**Traduction française simultanée des interventions en anglais**

## **Vers une résolution du conflit israélo-palestinien par la réconciliation**

**Conférence du 6 février 2018 à l'Université de Genève (Uni Dufour)**

Ouverture :

Madame **Sandrine Salerno**, Vice-présidente du Conseil administratif de Genève

Intervenants :

Madame **Miri Ben-Rafael**, psychologue israélienne, membre du Parents Circle – Families Forum  
Madame **Marian Saadeh**, psychothérapeute palestinienne, membre du Parents Circle – Families Forum  
Monsieur **Ofer Bronchtein**, Président du Forum International pour la Paix  
Monsieur **Riccardo Bocco**, Professeur à l'IHEID Genève

Modératrice :

Madame **Laurence Bézaguet**, journaliste à la Tribune de Genève

### **Organisateur : Fondation SURGIR**

La Fondation SURGIR a été créée à Lausanne en 2001, selon les vœux d'Edmond Kaiser, par Madame Jacqueline Thibault, franco-suisse décorée de la Légion d'Honneur en 2010. SURGIR ([www.surgir.ch](http://www.surgir.ch)) a pour objectif de combattre les violences coutumières dont sont victimes les filles et les femmes dans certains pays du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique, en Turquie et au Brésil (cf "Honour" de L. Welchman et S. Hossain, Z books 2007).

SURGIR met en place et gère des programmes de prévention, d'aide directe et de sensibilisation des populations dans ces pays, en partenariat avec des associations locales, pour défendre et renforcer les droits des femmes et des filles victimes de violence. Depuis sa création, la fondation a œuvré en Jordanie, en Palestine, en Israël, au Liban, au Yémen, en Inde.

En Suisse, SURGIR mène également un programme de sauvetage de femmes (et de leurs enfants) en danger d'être tuées au nom de l'honneur dans leur pays. Leur réhabilitation est entièrement assurée par la Fondation. Elle a réalisé la première enquête exploratoire sur la prévalence des mariages forcés en Suisse qui a mené à l'adoption, en 2013, d'une sanction pénale allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement. Elle organise chaque année, à la demande de la police vaudoise, des sessions d'information et de sensibilisation sur le crime d'honneur.

Dotée du statut consultatif au Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), SURGIR mène des activités de plaidoyer auprès de la société civile, des gouvernements et des institutions internationales, et intervient régulièrement à titre d'expert lors de conférences et de réunions de travail au Conseil de l'Europe et au Parlement européen.

Son livre, **Souad, Brûlée vive**, publié en 2003, s'est vendu à plus de 3 millions d'exemplaires et a été traduit en 42 langues.



## Le "Parents Circle – Families Forum"

Depuis des décennies, israéliens et palestiniens se considèrent avec méfiance et scepticisme. Leurs sentiments d'animosité et de haine mutuelle est en constante augmentation, souvent attisés par les décisions des politiques. Chacune des parties a le sentiment qu'elle a raison et qu'il y a peu de compréhension ou d'acceptation par l'autre partie, ce qui empêche toute progression dans les négociations et dans l'idée que la paix constitue une véritable option.

Établi en 1995, le "Parents Circle – Families Forum" (PCFF), également appelé le Cercle des familles endeuillées, est une organisation israélo-palestinienne regroupant 600 familles (300 palestiniennes et 300 israéliennes) qui ont toutes perdues un proche dans le conflit.

Les membres du PCFF ont eu le courage de choisir de convertir leur colère et leur désir de vengeance en un dialogue et en initiatives communes, pour connaître l'"autre" et encourager un processus de réconciliation et de paix. Leur intention est de montrer que la réconciliation entre les individus et les nations est possible, en invitant la société civile et les décideurs politiques à choisir le dialogue face à la violence et à la guerre, pour ainsi parvenir à une solution durable basée sur l'empathie et la compréhension mutuelle.

C'est cette idée que les membres du PCFF transmettent des deux côtés du conflit, en organisant des réunions et débats publics, et en utilisant toutes les ressources médiatiques possibles.

- Chaque année, les membres israéliens et palestiniens du PCFF ouvrent le dialogue en classe avec quelque 14'000 élèves du secondaire en Israël et en Palestine. Ils partagent leurs histoires personnelles et guident les participants à travers une discussion sur le conflit et la possibilité de réconciliation.
- Au sein du PCFF, un groupe très actif de femmes a été formé, le *Women's Group*, qui vise à renforcer le rôle des femmes dans la résolution des conflits en montant des projets conjoints de coopération et en organisant de grands événements publics.
- En 2016, le PCFF a été invité à témoigner lors de conférences organisées à Londres, à Dubai, aux Etats Unis, en Allemagne et en Italie. Plusieurs associations des Amis du PCFF ont été constituées, au Royaume Uni, aux USA, en Allemagne, en Espagne et en Norvège.

### 6 février 2018 : Conférence à l'Université de Genève (Uni Dufour)

Très concernée par la situation des femmes dans le conflit israélo-palestinien, la **Fondation SURGIR** a souhaité, après sa rencontre avec les dirigeants du PCFF, que cette remarquable initiative menée par la société civile elle-même soit portée à la connaissance du plus grand nombre, en particulier en Suisse où le Cercle n'a jamais encore été accueilli.

Deux membres actives du PCFF, l'israélienne **Miri Ben-Rafael**, et la palestinienne **Marian Saadeh**, viendront partager leur expérience avec le public de Suisse Romande.

A leurs côtés, Messieurs **Ofer Bronchtein**, Président du Forum International pour la Paix, et **Riccardo Bocco**, Professeur à l'IHEID Genève, renforceront chacun à leur façon l'initiative du PCFF par leur analyse et leur connaissance de la situation au Moyen Orient.

A travers cette conférence destinée à la société civile, aux professionnels, aux politiques, aux étudiants, aux ONGs oeuvrant pour la paix et la réconciliation dans quelque pays que ce soit, nous souhaitons mettre en lumière les activités du "Parents Circle – Families Forum".

**Contact** : Jacqueline Thibault, Présidente  
Fondation SURGIR Tel : 021 311 27 31  
[www.surgir.ch](http://www.surgir.ch) [office@surgir.ch](mailto:office@surgir.ch)

## Vers une résolution du conflit israélo-palestinien par la réconciliation

### Conférence du 6 février 2018 à l'Université de Genève (Uni Dufour)

#### Biographie des orateurs

**MIRI BEN-RAFAEL** est une psychologue clinicienne, mère de trois filles et grand-mère de six petits-enfants. Miri a perdu son seul frère, Amnon, qui a été tué sur le plateau du Golan au cours de la guerre en 1973. Amnon était âgé de 26 ans quand il fut mobilisé pour la guerre. C'était alors un étudiant en économie à l'université hébraïque de Jérusalem qui soutenait que les Israéliens se devaient de trouver un moyen afin de promouvoir la paix et de coexister avec les Palestiniens.

C'est en 2014 que Miri a découvert le Parents Circle – Families Forum (PCFF) ou le Cercle des familles endeuillées. Elle a rejoint l'organisation afin de travailler pour l'espoir et la paix à travers un processus de réconciliation - dans le but de construire un meilleur avenir et ainsi réaliser le souhait de son frère. Miri est une membre active du PCFF Women's Group et représente le Cercle en tant que conférencière et modératrice.

**MARIAN SAADEH** est une professionnelle de la santé mentale et psychothérapeute originaire de Bethléem. Le 25 mars 2003, lorsque Marian était alors âgée de 15 ans, des agents des forces spéciales israéliennes ont ouvert le feu en plein centre de la ville de la paix – Bethléem –, en visant la voiture dans laquelle Marian se trouvait ainsi que plusieurs membres de sa famille. Seuls Marian et ses parents ont survécu à leurs blessures. La petite sœur de Marian, Christine, douze ans « s'envolât pour un autre monde, bien loin de l'occupation et de l'injustice. »

Un mois après le bouleversant accident, lorsque le Cercle vint à la rencontre de la famille de Marian, ses parents n'eurent aucune hésitation à rejoindre l'organisation, et ce malgré la douleur. L'objectif du Cercle – trouver des moyens pour restaurer la liberté, la dignité et l'égalité dans les deux camps - est une noble cause à leurs yeux.

Marian partage la vision de ses parents et est un membre actif du Cercle : « *Malgré l'échec des politiciens, je crois que les gens eux-mêmes peuvent trouver un moyen d'arriver à une victoire qui engloberait la coexistence, l'équité, l'égalité et la justice pour que tout le monde vive dans l'espoir et la paix.* »



**OFER BRONCHTEIN**, Président et co-fondateur du Forum International pour la Paix, milite depuis 35 ans pour le rapprochement entre Israéliens et Palestiniens. Né en Israël, ce franco-israélien a reçu en avril 2011 un passeport palestinien des mains de Mahmoud Abbas, Président de l’Autorité Palestinienne.

Sa carrière politique l’a mené à être successivement dans les années 90 conseiller du secrétaire général du parti travailliste israélien et des vice-premiers ministres. Il devient ainsi en 1993 membre du conseil stratégique d’Itzhak Rabin qui le charge de se rendre à Tunis afin de préparer le retour à Gaza de Yasser Arafat. Installé en Europe, il est nommé en 2006 conseiller du ministre des Affaires étrangères espagnol Miguel Angel Moratinos.

Après avoir été directeur puis président du Centre International pour la Paix en 1990, il prend la direction du Centre International pour le Développement et la Coopération Internationale des Peuples, une institution qui met en œuvre des projets économiques et sociaux dans les pays en développement.

Il fonde en 2001, avec Anis Al Qaq alors diplomate palestinien, le Forum International pour la Paix dont l’objectif est de promouvoir le dialogue entre israéliens et palestiniens, européens et méditerranéens, et de mettre en place des projets de développement culturel, économique et social.



**RICCARDO BOCCO**, Docteur en sciences politiques (Sciences Po, Paris), est professeur de sociologie politique à l’Institut des hautes Etudes Internationale et du Développement (IHEID) à Genève. Dans les années 1990, il a été directeur de l’Institut Français du Proche-Orient à Amman, directeur de la recherche à l’Institut universitaire d’études du développement à Genève dans les années 2000 et ensuite directeur des études de master à l’IHEID.

Au cours des 35 dernières années, le Proche-Orient a constitué son principal terrain d’enquêtes, en Jordanie, en Israël/Palestine et au Liban en particulier. Il a successivement travaillé sur des thématiques relatives aux politiques de développement et à la construction de l’État, l’aide humanitaire et les réfugiés, ainsi que l’impact de l’aide internationale sur les populations civiles dans les contextes de conflit armé. Depuis 2012, il travaille sur les questions de construction de la paix dans une perspective comparée entre Proche-Orient et Amérique Latine. Son projet actuel, intitulé ‘Violence, mémoire et cinéma’, porte sur le rôle des artistes et des réalisateurs en particulier, dans la (re)construction de la mémoire et des identités collectives dans des contextes de conflit armé (Israël/Palestine), de post-guerre civile (Liban) et de post-dictature (Argentine et Chili).

## 6 Actualité

## Monde

## «Un conflit sur Jérusalem, c'est des familles en deuil!»

**Les Israéliens et les Palestiniens qui ont perdu un proche redoutent une nouvelle intifada... et de douloureux souvenirs**

Sabrina Myre Jérusalem

À la rentrée des classes, Smadar, 14 ans, allait acheter des livres sur la rue Ben Yehuda, à Jérusalem-Ouest, lorsqu'elle a été tuée dans un attentat à la bombe. C'était le 4 septembre 1997. «Ma blessure ne guérira jamais», lâche son père, Rami Elhanan. «Les Palestiniens sont accusés, au pied du mur. Il y aura encore des violences», prédit l'Israélien. Depuis la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis, des milliers de Palestiniens manifestent leur colère dans la rue. «Trump joue avec le feu», estime cet ancien soldat.

Pour Wajeeh Tomeezi, les scènes d'affrontement sont tristement familières. Dans son village d'Idna, près d'Hébron, son frère Hazem est mort sous les balles de l'armée israélienne au cours de la première Intifada. Le gamin palestinien de 13 ans lançait des pierres pour protester contre l'occupation militaire. Dix ans plus tard, pendant la seconde Intifada, la voiture de ses cousins a été prise pour cible par des colons israéliens, tuant un enfant de 12 ans et un bébé de 4 mois. «Quand j'ai vu le bain de sang, j'ai compris que je devais agir», raconte le père de cinq enfants.

Se venger? Après la colère, Wajeeh et Rami ont plutôt choisi le dialogue. Les deux amis, devenus «des frères», militent pour la paix au sein de l'organisation Le cercle des parents - Forum des familles. Le mouvement, lancé en 1995 par Yitzhak Frankenthal, dont le fils a été kidnappé et tué par le Hamas,



Le Palestinien Wajeeh Tomeezi (à g.) et l'Israélien Rami Elhanan partagent de douloureux souvenirs. »

rassemble Israéliens et Palestiniens qui ont perdu un proche dans le conflit. «Ce sont les familles qui paient le plus lourd tribut», ajoute Rami, codirecteur. Malgré une accalmie, les manifestations continuent tous les vendredis à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza. Dans la bande côtière sous blocus, on craint une nouvelle guerre. «Nous sommes assis sur une pou-

drrière. Un mauvais calcul d'Israël ou du Hamas pourrait engendrer une déflagration», estime Jacques Neriah, ex-analyste des services de renseignement militaire israéliens.

Dans l'état hébreu, il existe plus de 30 000 familles endeuillées, évalue Rami. Au moins dix fois plus chez les Palestiniens, croit savoir Wajeeh. Deux mondes parallèles dans un si petit territoire. «Plu-

sieurs Palestiniens n'ont jamais rencontré un Israélien ailleurs qu'aux checkpoints», rapporte Rami. «Et les Israéliens, eux, nous perceivent comme des terroristes», réplique Wajeeh. Les deux hommes font la tournée des écoles pour essayer de changer les perceptions. «Se parler est la première étape pour réaliser que nous sommes d'abord et avant tout des êtres humains», poursuit-il. Pas des ennemis.

Dans le camp de réfugiés de Shuafat, Ameerah et ses cinq enfants vivent au septième étage d'un immeuble délabré avec vue sur le mur de séparation. Au-dessus de sa tête, un dessin de son mari, Ibrahim al-Akri, mort en «martyr» en 2014. Le père de famille a foncé avec une voiture sur la foule, tuant deux policiers israéliens avant d'être abattu. «Il avait été choqué la veille par les violences policières dont il avait été témoin sur l'esplanade des Mosquées», plaide sa femme. «Nous avons tous été surpris», répète l'un de ses cousins, qui parle d'un «geste spontané». Du haut de ses 14 ans, son fils Hamze est partagé entre tristesse et fierté. «Je comprends les Palestiniens qui se soulèvent pour Jérusalem mais je n'ai pas lancer des pierres», dit l'ado, qui préfère l'éducation aux confrontations dans la rue.

Rami Elhanan tente de comprendre la réalité de ceux qui vivent de l'autre côté du mur. «Personne ne nait tueur ou victimes», martèle l'Israélien. Sur son téléphone, il montre une photo de sa fille, alors âgée de 3 ans, tenant une affiche sur laquelle il est écrit: «L'occupation, ça suffit!» En Israël, Rami est à contre-courant. «Dans les moments de doute, je sens ma fille me souffler à l'oreille que je mène le bon combat.» Cela fait vingt ans.

## Dans le sillage de Trump

● Les États-Unis ne sont plus le seul pays à avoir reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël. Le Guatemala l'a annoncé, durant ce week-end de Noël, que son ambassade serait transférée dans la ville trois fois sainte. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a salué lundi cette décision et affirmé que «d'autres pays reconnaîtront Jérusalem et annonceront le transfert de leur

ambassade», ajoutant que «ce n'est qu'un début».

La vice-ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Hotovely, a affirmé être en contact avec «au moins dix pays, dont certains en Europe». La radio publique, citant des sources diplomatiques israéliennes, a évoqué le Honduras, les Philippines, la Roumanie et le Soudan du Sud.

ATS

**Lire Péditorial en page une:** «Prendre Jérusalem en otage»